



Riad Salamé, le Mozart libanais de la finance, un Bernard Madoff bas de gamme

1/2

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 04 octobre 2023

[madaniya.info](https://www.madaniya.info) 2 octobre 2023

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Riad Salamé, le Mozart libanais de la finance, un Bernard Madoff bas de gamme 1/2

Ce papier est co-publié avec la revue "2 A Magazine, La Voix des Non Alignés"

«Il est dangereux d'être ennemi de l'Amérique, mais il est deux fois plus dangereux d'être son ami». Diction Arabe

A Georges Corm. [https://www.madaniya.info/](https://www.madaniya.info) revendique comme un honneur le fait de dédier ce dossier à Georges Corm, économiste libanais de réputation internationale, ancien ministre des Finances sous la mandature du président Emile Lahoud (1998-2007), parfaite incarnation de la rigueur financière, rare cas d'une incorruptibilité en politique dans un pays gangréné par la corruption. L'antithèse de Riad Salamé.

Note de la rédaction de <https://www.madaniya.info>

Le Liban connaît une vacance du pouvoir présidentiel depuis la fin du mandat du président Michel Aoun, le 30 septembre 2022, à l'arrière-plan d'une softwar menée par l'OTAN contre ce pays frontalier d'Israël en vue de soulever la population libanaise contre le Hezbollah, instaurateur de l'équilibre de la terreur contre l'état hébreu, l'unique puissance atomique du Moyen Orient. Une soft war en superposition à une épreuve de force entre la mafocratie libanaise et ses alliés occidentaux à propos du sort du controversé Gouverneur de la Banque du Liban Riad Salamé.

Réminiscence du «système des capitulations» des temps anciens (2), Riad Salamé a comparu devant le juge d'instruction libanais, le 13 mars 2023, en présence d'enquêteurs français et allemands, indice d'une vive suspicion de ses anciens protecteurs occidentaux à l'encontre de la justice libanaise, en même temps que de leur volonté de contrôler les dires de leur ancien protégé, en tout état de cause une volonté non dissimulée de placer sous tutelle la justice libanaise.

Détail piquant, la présence d'un enquêteur français est intervenue sur fond d'un scandale financier hors norme de banques françaises, belle illustration de l'incohérence française. Comme le dit si bien un proverbe arabe: Un chameau ne voit pas sa bosse.

Cf ce lien:

- https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/03/28/la-societe-generale-bnp-paribas-exane-natixis-et-hsbc-visees-par-des-perquisitions-dans-un-scandale-de-fraude-fiscale-hors-norme_6167273_4355770.html
-

Le fringant golden boy de la financiarisation de la vie publique internationale.

Fringant Golden Boy de la prodigieuse décennie de la financiarisation de la vie publique internationale de la décennie 1980, immortalisée par Hollywood par le film «Le loup de Wall Street» de Martin Scorsese avec pour acteur principal Leonardo diCaprio, -la maîtrise du metteur en scène et le talent de l'acteur en moins- habile «brocker» de la prestigieuse firme de courtage américaine Merrill Lynch and Co, de surcroît gestionnaire du portefeuille de Rafic Hariri, Riad Salamé a débarqué dans la capitale libanaise dans le sillage- dans les fourgons?- de son parrain pour se faire introniser Gouverneur de la Banque du Liban, alors que le milliardaire libano-saoudien se lançait à la conquête de Beyrouth, sinistrée par la guerre civile, pour en faire, et le socle de son empire financier et son tremplin vers des responsabilités gouvernementales.

D'un minuscule pays piloté par une féodalité clanique composite d'une moyenne bourgeoisie attachée au terroir, il en fera en trois décennies un rouage essentiel du pan capitalisme financier transnational. A coups d'emprunts et d'euro bonds, en tandem avec le cartel bancaire libanais et la technostructure financière française. Une synergie particulièrement fructueuse notamment sous la double mandature de Jacques Chirac en France et de Rafic Hariri à Beyrouth, entre 1993-2005....À sa fin tragique.

Jacques Chirac, le pensionnaire posthume de son ami milliardaire assassiné, lui offrira même un jour un passeport tricolore et la Légion d'honneur.

« Riad sera un jour président du Liban », assurera le président français, jamais avare de débordements intempestifs dès lors qu'il s'agit d'épater son homme providentiel, tant est courante, en effet, cette pratique des présidents français de s'appuyer sur des béquilles financières arabes ou africaines (3).

Contre toute attente, le tandem connaîtra une triste fin: Le Libanais sera carbonisé dans un attentat en février 2005 et son partenaire français, un parfait représentant du gaullisme d'entreprise, condamné au terme de son double mandat présidentiel (1995-2007), par la justice de son pays, pour des affaires en rapport avec l'argent illicite, glanant au passage le titre peu envié de premier président français depuis le Maréchal Philippe Pétain à être condamné par la justice de son pays.

Il en sera de même pour son premier ministre Alain Juppé et pour son successeur, le post gaulliste philosioniste Nicolas Sarkozy, le destructeur de la Libye et de la Syrie. C'est-dire, le degré d'honorabilité de ces honorables représentants de la France, la «tendre mère des Libanais». Dans cette perspective, le procès de Riad Salamé constitue un procès en creux des pratiques corruptives françaises.

Sur la connivence Chirac-Hariri, cf ce lien

- <https://www.renenaba.com/la-france-et-le-liban-le-recit-dune-berezina-diplomatique/>

Parachuté le 1^{er} Août 1993 à la tête de la Banque Centrale Libanaise, Riad Salamé sera reconduit pour une durée de six ans durant quatre mandats consécutifs en 1999, 2005, 2011 et 2017.

Protégé par une puissance de feu médiatique sans pareille au Liban, constituée par des scribouillards véreux, des obligés, arrimés à leur seigneur par des prêts longue durée, à taux zéro, l'ancien élève des Jésuites est porté aux nues, caracolant en tête des palmarès mondiaux des banquiers centraux.

C'est une période de lévitation intense. Avec en perspective, -son point de mire permanent- la présidence de la République libanaise, poste habituellement dévolu aux Maronites en vertu de la calamiteuse répartition confessionnelle du pouvoir au Liban.

Placide, ce spéculateur compulsif paraissait indifférent aux ravages que sa jonglerie provoquait. L'homme, impavide, saignait en fait son pays au profit exclusif des possédants.

Le constat de l'économiste Jean Pierre Séréni

Jean Pierre Séréni entreprendra de démontrer méthodiquement cet échafaudage machiavélique en ces termes: Certes, il fait preuve d'orthodoxie [libérale](#), lève les obstacles à la libre circulation des capitaux et installe un rapport quasi fixe entre la livre libanaise et le dollar. Mais pour attirer les capitaux, Riad Salamé introduit un autre bénéfice, très avantageux pour ses créanciers: «ils sont payés deux fois par le Trésor public.

Tout déposant de plus d'un million de dollars peut souscrire un prêt en livres libanaises d'un montant supérieur qui lui coûte 2 % en intérêt, mais en rapporte 10%: il additionne ainsi les intérêts payés sur le prêt en dollars et sur celui en monnaie locale.»

Au Liban, la corruption liée à l'endettement a atteint des proportions gigantesques, avec de graves conséquences pour l'État comme pour la société. La dette est la principale source d'enrichissement licite. Le Liban est devenu le troisième pays le plus endetté au monde, avec une dette publique estimée à 80 milliards de dollars en 2018, soit 151 % du PIB.

Comprendre la structure de cette dette, y compris le ratio dette intérieure/dette extérieure, est essentiel pour comprendre la crise socioéconomique qui déborde actuellement dans les rues. Il est également utile de blâmer les véritables responsables et de trouver des solutions qui les responsabiliseraient tout en minimisant le prix à payer par leurs victimes - le peuple.

A - Confisquer la richesse

La dette publique en tant que moyen de corrompre les administrations publiques, d'éviter les impôts sur la richesse, d'épuiser les finances publiques et de confisquer la richesse des autres nations est une pratique pluriséculaire. La colonisation par le biais de prêts était courante au XIX^e siècle : des puissances impérialistes telles que la Grande-Bretagne envahirent ainsi des pays tels que l'Égypte lorsque que cette dernière se trouva dans l'impossibilité de payer ses dettes.

Au XXème siècle, les institutions financières internationales jouèrent un rôle de premier plan dans l'imposition de conditions d'austérité aux pays du Sud, en contrepartie de l'obtention de prêts. Ces conditions suivaient une logique fondamentale : réduire les dépenses publiques afin de continuer à assurer le service de la dette et créer un environnement financier favorable et stable pour les investissements étrangers. Des paiements de dette exorbitants entraînaient une réduction de l'investissement public, des troubles sociaux, un ralentissement du développement et une vulnérabilité accrue à l'ingérence étrangère.

L'histoire de la dette libanaise est atypique parmi les pays du Sud. Plus de la moitié de la dette totale du Liban est interne – détenue par des banques privées locales – et est libellée en livres libanaises et en une devise étrangère, le dollar. Après la guerre civile, le Premier ministre de l'époque, Rafic Hariri, avait principalement recours à la dette locale pour financer des booms immobiliers et des infrastructures improductifs. La dette souveraine a augmenté à son rythme le plus rapide entre 1993 et 1998.

Au début du XXI ème siècle, le gouvernement s'est tourné vers les marchés internationaux et a commencé à emprunter en dollars (euro-obligations) sous le patronage politique de Paris. C'est la deuxième caractéristique dangereuse de la dette publique du Liban : une bonne partie de celle-ci est libellée en monnaie étrangère. En cas de dévaluation de la monnaie locale, le coût de la partie en dollars montera en flèche.

B – Empocher la différence

La dette intérieure signifie que les banques locales ont engrangé des dizaines de milliards de dollars de bénéfices, grâce aux taux d'intérêt généreux proposés par la banque centrale pour le recyclage de la dette publique. Elles ont également été subventionnées par la banque centrale pour faciliter les prêts personnels, notamment immobiliers et à la consommation.

Les banques privées ont emprunté auprès de la banque centrale pour obtenir de l'argent bon marché et le prêter à des taux plus élevés aux citoyens ordinaires, empochant la différence sans grands investissements productifs.

Les banques privées ont emprunté auprès de la banque centrale pour obtenir de l'argent bon marché et le prêter à des taux plus élevés aux citoyens ordinaires, empochant la différence sans grands investissements productifs

Plus de 700 000 Libanais ont emprunté plus de 20 milliards de dollars, dont plus de la moitié constituent des prêts immobiliers à près de 130 000 familles incapables de trouver des locations abordables. Cela a créé une classe moyenne débitrice, en plus d'un État endetté.

Tant que la banque centrale a pu attirer des dollars pour financer ces projets, la roue de la dette a continué à tourner. Traditionnellement, ces sources étaient le tourisme, les envois de fonds et un capital louche cherchant des taux d'intérêt élevés et protégé par les lois sur le secret bancaire. Ces trois sources se sont taries au cours des dernières années.

Tandis que les sanctions financières américaines ont cherché à freiner les fonds destinés à la résistance armée contre Israël, la pression économique dans le Golfe et en Afrique de l'Ouest a réduit les envois de fonds, de même que l'empiétement privé sur les plages publiques et d'autres attractions a attiré les touristes potentiels vers les pays voisins.

En l'absence de secteur d'exportation productif susceptible de générer des devises, l'élite

qui se partage le pouvoir s'est tournée vers sa dernière bouée de sauvetage : le prêt international.

Dans une étude parue en 2019, le Fonds Monétaire International (FMI) a entériné le raisonnement de l'économiste français en calculant que le rendement sur 10 ans atteignait 17 % par an. Les banques libanaises qui montent ces opérations gagnaient ainsi de fortes sommes.

Le hic est que les médias locaux comme les médias des pays traditionnellement «amis du Liban et des droits de l'homme» ont abordé timidement les affaires liées au maillage du système corrompu qui maintient le pays sous tutelle étrangère.

La loi de l'omerta s'explique par le fait que la quasi-totalité des chaînes et des journaux libanais ont bénéficié de près de 38 millions de dollars à taux d'intérêt zéro. Des sommes re placées dans d'autres banques avec des dividendes avoisinant les 10%. Riad Salamé tenait le robinet où la pieuvre s'abreuvait.

La collusion de la technostructure française avec le cartel bancaire libanais:

80 milliards de dollars de rétrocommissions pour les transactions avec les firmes françaises.

Les menaces de sanctions brandies par le président Emmanuel Macron contre la classe politique libanaise corrompue, lors de sa visite au Liban en 2020, dans la foulée de l'explosion du port de Beyrouth, n'ont impressionné personne pour la simple raison que le cartel bancaire français a été un des principaux bénéficiaires des ingénieries financières conçues par Riad Salamé; une limace dont les déjections toxiques sur le plan financier de type Seveso, ont sapé durablement la crédibilité de la place financière de Beyrouth: Deux milliards de dollars ont été versés à des intermédiaires libanais à titre de rétrocommissions pour des transactions avec les firmes françaises qui se sont élevées, elle, à 80 milliards de dollars.

En fait d'orthodoxie libérale, il s'agissait d'une jonglerie financière, d'un tour de passe passe, à la manière des joueurs de bonneteau. Le secteur bancaire qui jouissait d'une réputation solide va alors plonger dans la tourmente.

L'effet boomerang du blocus américain

Protecteur de l'oligarchie bancaire libanaise, le gouverneur de la Banque du Liban était inamovible du fait d'un triple véto quant à son éviction: Les Etats Unis, dont il était un exécutant fidèle de leurs oukazes; le patriarcat maronite soucieux de préserver un des trois piliers du pouvoir maronite au Liban avec la présidence de la République, et le commandement en chef de l'armée.....avec, à distance, la mafie libanaise, une cohorte de chefs de clans polymorphes de petites vertus mais de grande vénalité.

Riad Salamé nourrissait l'ambition d'accéder à la magistrature suprême. Il cherchera à donner des gages à l'administration xénophobe et populiste de Donald Trump en se missionnant comme un exécutant zélé des sanctions américaines, illégales au regard du droit international, contre le Hezbollah et ses sympathisants.

Mais la Soft war menée par l'OTAN contre le Liban en vue d'entraver toute ouverture vers l'EST de ce petit pays à l'épicentre des conflits régionaux et de soulever ainsi la population libanaise contre le Hezbollah libanais, a produit des effets inverses. Un effet boomerang.

La population saignée par tant de privations, sombrant dans la pauvreté ou se résignant à l'exil forcée, se soulèvera. Et devant le temple de la corruption, le siège de la Banque du Liban, les manifestants iront droit au but en brandissant les banderoles houspillant Riad Salamé, le gouverneur de la banque en ces termes: «Riad, le voleur». "A bas le règne de la Banque centrale libanaise et le Liban renaîtra». A la grande consternation des protecteurs occultes du Gouverneur.

Cette marche vers la banque du Liban a en effet fait trembler l'oligarchie qui a toujours joué sur la corde des conflits confessionnels et la protection des anciennes puissances coloniales pour pérenniser son pouvoir.

C'est l'hallali. Tel un vol de gerfauts hors du charnier natal, les commissions rogatoires s'abattent alors sur le Liban de la part des anciens amis européens du gouverneur de la Banque du Liban devenus subitement des inquisiteurs intransigeants: Suisse, France, Allemagne, Monaco même.... au rythme du grand déballage: maîtresse ukrainienne, enfant adultérin, appartement de complaisance à Paris sur les Champs Elysées, implication de son frère Raja, son homme lige Raja Abou Asli, des sociétés-écran, des plateformes de complaisance, tel Optimum, des comptes off shore et des paradis fiscaux, bref toute la panoplie de la criminalité financière transnationale, etc...

Sur Riad Salamé et ses manigances, cf ce lien :

- <https://www.renenaba.com/liban-pandora-papiers-et-rapport-du-fmi/>
- <https://libanews.com/laudit-juri-comptable-de-la-banque-centrale-du-liban-critique-la-gestion-de-la-bdl-sous-riad-salame/>

Du Wonder Boy à Ugly Man

Le wonder boy de la finance mondiale devient subitement un ugly man, un pestiféré... A la manière de son compatriote, plutôt son compagnon d'infortune, Carlos Ghosn, l'ancien patron de la holding automobile franco- japonaise Renault Nissan.

L'admonestation de Riad Salamé aux libanais: Ne vous aplatissez pas devant les étrangers.

D'une serviabilité extrême à l'égard des Occidentaux tout au long de sa carrière, l'homme s'insurgera à l'annonce d'un mandat d'arrêt d'Interpol à l'encontre de sa personne. Se drapant dans sa dignité bafouée, il invitera les libanais à "ne pas s'aplatir devant les étrangers". Une admonestation particulièrement savoureuse à l'égard de la classe politico-médiatique réputée pour sa reptation légendaire à l'égard des oukazes occidentaux.

sur ce lien l'admonestation du gouverneur.

- <https://www.al-akhbar.com/Politics/362877/%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85%D8%A9-%D9%84%D9%86-%D9%8A%D8%AE%D8%B6%D8%B9-%D9%84%D9%82%D8%B1%D8%A7%D8%B1-%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D9%8A-%D8%A8%D8%A5%D9%82%D8%A7%D9%84%D8%AA>

Cruelle ironie du sort: Le sorcier du désastre libanais a quitté ses fonctions le 31 juillet 2023 en FANFARE, indice patent de la pathologie libanaise, de la veulerie de la population libanaise, à tout le moins des salariés de l'ancien gouverneur de la Banque centrale

libanaise

Cf la vidéo sur ce lien :

- <https://libnanews.com/fiche-par-interpol-riad-salame-quitte-la-banque-du-liban-avec-une-fanfare/>

Pour écrasante que soit sa responsabilité dans le désastre financier libanais, et pour aussi surprenant que cela puisse paraître, force est néanmoins de constater que Riad Salamé a ainsi fait les frais de la Softwar de l'Otan contre le Liban. Au titre de dommage collatéral.

L'expérience le prouve et l'histoire l'enseigne: Les amis de l'Amérique ne sont pas éliminés par les ennemis de l'Amérique, mais par l'Amérique elle-même: Le chah d'Iran en a fait la triste expérience. Lâché par les américains en pleine contestation populaire, abandonné à son triste sort, l' "ancien gendarme du Golfe" pour le compte des Etats Unis a été même interdit d'accès sur le territoire américain, finissant sa vie, errant de capitale arabe en capitale arabe jusqu'à échouer au Caire.

Saddam Hussein aussi. Son pays, l'Irak, a été envahi par substitution à l'Arabie saoudite pour les attentats du 11 septembre 2001, et lui même, pendu haut et court par les Etats Unis, en témoignage sans doute de gratitude pour la guerre qu'il a déclenchée, dans la décennie 1980, contre l'Iran pour le compte des pétromonarchies du Golfe.

La liste n'est pas limitative: Deux piliers de la présence occidentale sur la rive musulmane de la Méditerranée, l'égyptien Hosni Moubarak et le tunisien Zine el Abidine Ben Ali, ont été lâchés sans regret et sans le moindre ménagement par leurs mentors occidentaux.

Un exemple à méditer pour le plus toxique politicard libanais, Samir Geagea

Un exemple à méditer pour le plus toxique des politicards libanais, Samir Geagea, le plus pathétique pantin des Etats Unis, d'Israël et de l'Arabie saoudite réunis. Les avatars judiciaires de son ancienne collaboratrice en France, Marie Lakis, condamnée à une lourde peine de prison pour trafic de stupéfiants, devraient l'inciter à davantage de circonspection.

Unique dirigeant libanais condamné pour assassinat, amnistié et non blanchi, Samir Geagea s'est ainsi positionné dans une posture de nuisance assumée pour le compte du camp occidental.

Dans une fuite en avant dont il est coutumier, Samir Geagea avait ainsi scellé sa réconciliation avec le général Michel Aoun, en 2016, pour barrer la route présidentielle à Soleimane Frangieh, son concurrent du Nord-Liban et unique survivant de la boucherie d'Ehden (1978) que le sanguinaire insatiable avait commanditée.

Dans un pays transformé depuis longtemps en un gigantesque cimetière, Soleimane Frangieh, dont la famille a servi de banc d'essai à la boucherie de Sabra-Chatila, bridera ses instincts guerriers pour accorder le pardon des offenses, seul dirigeant libanais à avoir accompli ce geste de grandeur morale, renvoyant à sa vilénie le bourreau de sa propre famille.

Les Maronites, dans un abus de position dominante conféré par la France en sa qualité de puissance mandataire sur le Liban et la Syrie, ont procédé à une sorte de captation

d'héritage se présentant comme les dépositaires des intérêts supérieurs de la chrétienté d'Orient, réduisant la chrétienté aux seuls intérêts de l'Eglise maronite, confondant en somme maronitisme et chrétienté, se vivant en maître incontesté du Liban alors que leur mandat sur l'unique foyer chrétien du monde arabe aurait dû s'exercer par délégation des autres communautés chrétiennes arabes. Arc bouté sur ses privilèges désuets, le leadership maronite apparaît comme un cartel de nostalgiques revanchards, sans la moindre projection d'avenir.

Samir Geagea est l'unique rescapé de principaux protagonistes de l'affaire de Sabra-Chatila, dont le grand vainqueur moral pourrait être, a posteriori et paradoxalement, Soleimane Frangieh, le rescapé du massacre fondateur de son autorité.

Le chef milicien, sans doute l'un des plus grands criminels de la guerre libanaise, a ainsi donc provisoirement échappé à la justice des hommes. Personnage funeste sans progéniture, sans remords, seul face à ses méfaits, seul face à ses fantômes, entravé de ses forfaits, tâches indélébiles, il pourrait difficilement se soustraire au châtiment de l'Histoire. A n'en pas douter, l'œil sera dans la tombe et regardera Caïn.

Il est du devoir des Etats Unis de se débarrasser des scories nauséabondes qui gravitent dans leur orbite, particulièrement le fossoyeur du camp chrétien, ne serait-ce que pour bonifier leur image fortement dégradée au Moyen Orient et bien au-delà. A n'en pas douter, l'évacuation de la scène libanaise de ce personnage sulfureux sera accueillie avec grand soulagement par une large fraction de la population libanaise, à l'exception des nostalgiques du primat maronite sur le Liban instauré du temps du mandat français.

Depuis la plus haute antiquité, il est admis que la Roche Tarpéienne jouxte le Capitole et que l'ingratitude est la loi suprême des peuples pour leur survie.

L'onde de choc de la contestation populaire a révélé le défaut de la cuirasse et fendu l'armure du gouverneur, provoquant le collapsus de son système immunitaire politique.

Riad Salamé, l'ancien Mozart libanais de la finance, s'est révélé être un Bernard Madoff au rabais; un Madoff bas de gamme. Sic transit gloria Mundi. Ainsi passent les gloires de ce Monde.

Cf sur ce même thème, les révélations nauséabondes sur la classe politique libanaise :

- <https://www.madaniya.info/2022/04/22/liban-les-revelations-nauseabondes-sur-la-classe-politique-libanaise-1-2/>
- <https://www.madaniya.info/2022/04/26/liban-les-revelations-nauseabondes-sur-la-classe-politique-libanaise-2-2/>

RÉFÉRENCES

1 -Bernard Madoff président fondateur de Bernard L. Madoff Investment Securities LLC, l'une des principales sociétés d'investissements de [Wall Street](#). Le 12 décembre 2006, il est arrêté et inculpé par le FBI pour avoir réalisé une escroquerie de type «système de Ponzi», qui pourrait porter sur 65 milliards de dollars américains.

Il est condamné le 29 juin 2009 à 150 ans de prison, le maximum prévu par la loi.

Si les estimations des montants en jeu se révélaient justes, il s'agirait à ce jour de la perte la

plus élevée causée par l'escroquerie ou l'erreur d'appréciation d'un opérateur de marché, d'un employé ou d'un patron d'établissement financier.

2- Les Capitulations de l'Empire ottoman furent une succession d'accords entre l'Empire ottoman et les puissances européennes, notamment le royaume de France, concédant un privilège de juridictions (droits et privilèges) aux chrétiens résidant dans les possessions ottomanes, à la suite de la chute de l'Empire byzantin.

3 - A propos de l'homme providentiel en France: Valéry Giscard d'Estaing a eu droit aux diamants de l'Empereur Jean Bedel Bokassa (Centrafrique), la totalité de la classe politico médiatique française aux djembés et malettes de Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire) et d'Omar Bongo (Gabon), Jacques Chirac à Saddam Hussein (Irak) et Rafic Hariri (Liban), sans être nullement incommodé par «les bruits et les odeurs», enfin Nicolas Sarkozy à l'Émir du Qatar nonobstant le fait qu'il stigmatisait les Arabes et les Musulmans qui «égorgent des moutons dans leur baignoire»

- <https://www.renenaba.com/la-politique-de-lhomme-providentiel-en-question>

4- Marie L. Lakkis, trente-deux ans à l'époque, affirmait avoir longtemps été la maîtresse du chef des Forces libanaises. Elle reconnaît les faits qui lui sont reprochés mais précise : » Je suis une combattante, je n'ai pas agi par intérêt personnel mais parce que j'appartiens et je suis liée par le cœur et le sang aux plus hauts responsables des forces chrétiennes du Liban.

En somme, il y aurait des moments où le trafic de stupéfiants relèverait des intérêts supérieurs d'une cause et trouverait en quelque sorte sa justification. Le frère de Marie, Jean L. Lakkis, qui était parmi les plus fidèles du chef de la milice chrétienne qui dirigeait le trafic depuis Beyrouth, n'affirme-t-il pas avoir été « ministre des finances » du « gouvernement » Geagea ?

Pour les policiers français qui ont remonté la filière, comme pour les magistrats qui jugent ses membres, les raisons politiques ne doivent pas cacher la réalité d'un trafic qui a porté sur 40 kilos d'héroïne.

A partir d'une première saisie, le 22 septembre 1988, dans un appartement de Marseille et après l'arrestation d'Edmond Mayne et Karabet Ilandjian, chez qui ont été découverts 750 grammes d'héroïne, les policiers ont remonté la piste qui les a conduits jusqu'au Liban.

Dans un autre appartement situé dans le seizième arrondissement de Paris, occupé par Walid Kheirallah, directeur général de la société Aramex, dont le siège est à Beyrouth, les enquêteurs ont trouvé 4,5 kilos d'héroïne en provenance directe du Liban, arrivés par paquets-poste ou dissimulés dans des cintres creux servant à présenter des collections de vêtements. La marchandise était écoulée dans la région parisienne et l'est de la France par deux cousins, Antoine et Joseph Rahmé.

Walid Kheirallah a reconnu qu'il travaillait pour Jean L. Lakkis, mais a précisé qu'il ne touchait pas d'argent pour le prix de ses "services » et qu'après avoir accepté une première livraison contre promesse d'un portefeuille ministériel en cas de victoire, il avait cédé à des menaces répétées contre lui-même et sa famille et avait dû continuer.

- <https://www.lemonde.fr/archives/article/1990/05/19/devant-le-tribunal-correctionnel-de-marseille-des-proches-des-forces-libanaises-juges-pour-traffic-de->

[stupefiants_3959718_1819218.html#xtor=AL-32280270-\[default\]-\[android\]](https://www.madaniya.info/2023/02/03/liban-israel-tirs-croises-sur-le-hezbollah)

Plutôt que de cibler exclusivement le Hezbollah, en le présentant comme le Pablo Escobar du narcotrafic du Moyen Orient, s'impose un documentaire sur le trafic de cigarettes Marlboro échappant aux taxes dans la décennie 1960 1970, qui ruinait les paysans du sud du Liban et la Régie des Tabacs de Nabatiyeh, en enrichissant les milices de droite réceptionnant les cargaisons dans les ports de Batroun et de Jounieh, en achetant en contrepartie des armes, tout en préparant la longue guerre civile internationale au Liban, (1975-1990) et l'invasion et l'occupation du sud Liban (1978) par les arrangeurs de ce trafic.

- <https://www.madaniya.info/2023/02/03/liban-israel-tirs-croises-sur-le-hezbollah>

Sur Rafic Hariri, cf ce lien:

- https://www.liberation.fr/tribune/2006/02/20/le-desequilibre-fait-partie-du-legs-de-rafic-hariri_30594/

Sur la connivence Chirac-Hariri, cf ce lien

- <https://www.renenaba.com/la-france-et-le-liban-le-recit-dune-berezina-diplomatique/>

Sur Alain Juppé

- <https://www.madaniya.info/2016/11/28/alain-juppe-le-condottieri-de-syrie-face-a-son-handicap-dirimant-serguei-lavrov/>

Sur Nicolas Sarkozy

- <https://www.madaniya.info/2016/11/21/nicolas-sarkozy-un-president-qui-na-pas-ose-franchir-le-peripherique-de-sa-capitale/>

Sur Riad Salamé et ses manigances, cf ce lien :

- <https://www.renenaba.com/liban-pandora-papers-et-rapport-du-fmi/>
- <https://www.thenationalnews.com/mena/lebanon/2023/03/07/riad-salameh-mecattaf-what-why/>

Lire la suite sur:

- <http://libnanews.com/quest-ce-que-laffaire-mecattaf-au-liban-et-pourquoi-riad-salame-devrait-il-etre-interroge/>

Sur le Hezbollah, cf ces deux liens:

- <https://www.madaniya.info/2016/07/10/hassan-nasrallah-premier-dirigeant-arabe-depuis-nasser-a-avoir-su-developper-une-capacite-d-influence-sur-l-opinion-publique-israelienne/>
- <https://www.madaniya.info/2016/07/15/hezbollah-hassan-nasallah-la-sentinelle-de-l-independance-libanaise-2-2/>

ILLUSTRATION

- https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Had_to_take_this_one..jpg

La source originale de cet article est [madaniya.info](http://www.madaniya.info)

Copyright © [René Naba](http://www.madaniya.info), [madaniya.info](http://www.madaniya.info), 2023

Articles Par : [René Naba](http://www.madaniya.info)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bognoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca